



# FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

*Membre de  
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50 – Fax : 01 46 34 21 84

[libre.pensee@wanadoo.fr](mailto:libre.pensee@wanadoo.fr) – <https://www.fnlp.fr>

---

## - COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

# *Solidarité avec les peuples du Chili Halte à la répression !*

Au moins 23 morts, 2 000 blessés, dont 200 éborgnés, suite à l'état d'urgence décrété entre le 18 et le 28 octobre dans tout le pays. Aujourd'hui encore, les peuples du Chili se battent, jour après jour, « *huelga general* » après « *huelga general* » (**grève générale**), ils sont « *des millions à s'être réveillés* » (*Chile despertò*)

Les « *carabineros* », pilier du Régime de **Pinochet**, agissant sous la couverture de l'état d'urgence décrété par le Président **Pinera**, n'en ont rien à faire des droits de l'Homme. C'était connu. Mais ils ont agit également sous couvert d'institutions établies : le Procureur général est resté muet face à la barbarie répressive.



Puis, comme d'habitude, l'**Eglise catholique chilienne** a aussi joué son rôle par son silence pesant. Plus personne n'a d'illusion sur cette institution, soutien ouvert de **Pinochet**, dont l'épiscopat a été contraint à la démission en mai 2018, après que sa responsabilité dans la destruction de preuves

d'agressions pédophiles ait été mise en évidence. Une démission en bloc jamais vue depuis **Pie VII**, qui l'avait demandé aux évêques français après le Concordat de 1801...

Dernière manœuvre en date du régime aux abois : « *L'accord pour la paix et la nouvelle constitution* » conclut entre les partis politiques présents au Parlement et **La Moneda** (la présidence). « *L'accord pour la paix et la nouvelle constitution* » laisse miroiter l'espoir d'en finir avec la constitution de **Pinochet** en passant par une Assemblée constituante, avec des quorum faisant disparaître les minorités du pays (5% de la population) comme les « *mapuches* », principal peuple parmi la douzaine de populations indigènes, descendants des survivants des exterminations coloniales et aussi des épidémies, qui ont été qualifiés par l'Etat de « *terroristes* » .... Mais pour cela il faut que dans six mois le referendum donne un résultat allant dans ce sens....

« *Unité sociale* » , coordination qui regroupe plus de 200 organisations sociales, syndicales, de défense des droits de l'Homme, des personnes handicapées, féministes, de l'enseignement secondaire et universitaire (professeurs et étudiants), vient de rejeter cet accord conclut, alors que des manifestants étaient assassinés par les forces de l'ordre.

«*Unité sociale*» appelle à poursuivre la mobilisation et prépare une nouvelle grève générale pour une « *véritable assemblée constituante plurinationale et paritaire* » et « *un agenda immédiat de restitution de droits sociaux, contre la précarité et pour la préservation du milieu ambiant* »

**Chile desperto** (le Chili s'est réveillé) et maintenant **Chile no se rinde** (le Chili ne se rend pas)

***Les Libres Penseurs de France apportent leur soutien aux peuples du Chili et particulièrement à leur frères et sœurs membres de l'Association internationale de la Libre Pensée***

***A bas la constitution de Pinochet !  
Vive les Peuples du Chili !***

\*\*\*\*\*



***Déclaration d'Unité Sociale  
rejetant l'"Accord de paix et de la Nouvelle Constitution"***

En tant qu'**Unité sociale** qui regroupe plus de 200 organisations sociales, syndicales, de droits de

l'Homme, environnementaux, de peuples premiers, de sans-logis, de migrants, du secteur santé, d'handicapés, de féministes, de l'enseignement universitaire et de second degré, des professeurs et universitaires, nous voulons indiquer notre rejet de « *l'Accord pour la paix et la nouvelle constitution* ». Cet accord a été réalisé au petit matin entre partis politiques, sans la participation et la légitimité de tous ceux qui, comme nous, ont participé aux mobilisations ; il a été bâti littéralement pendant que les droits de l'Homme étaient réprimés et violés systématiquement et il a été réalisé entre quatre murs et dans le dos des mouvements sociaux.

Il est très révélateur de cette origine que *l'Accord* intègre des mécanismes que nous avons rejetés de manière solennelle :

- 1) un quorum restreint qui perpétue la mise à l'écart des minorités.
- 2) il est discriminatoire à l'égard des mineurs de 18 ans.
- 3) il ne prévoit pas des mécanismes de participation plurinationale et d'égalité de genre.
- 4) il établit un mécanisme de représentation et d'élection fonctionnelle pour les partis politiques qui ont été responsables de l'actuelle crise politique et sociale.

Le fait que l'Assemblée constituante soit une nécessité transversale ne peut être compris que comme fruit de la mobilisation populaire. Cette avancée du peuple implique une rupture avec le modèle néo-libéral imposé lors de la Dictature et consolidé par les gouvernements de la *Concertation* et de la Droite pendant les 30 dernières années. En ce moment, nous devons être capables de nous diriger de manière irrévocable vers une Assemblée Constituante pluri-nationale et paritaire.

La répression criminelle contre les peuples exercée par le gouvernement et par les forces armées est le fait de responsables politiques qui ne peuvent pas rester dans l'impunité et doivent être jugés de manière immédiate. La mise sur pied d'une « *commission de Vérité et de Justice* » est fondamentale tout comme l'arrêt immédiat de toute politique de criminalisation et de répression des mouvements et des combattants sociaux. Aucune démocratie ne peut se construire sur l'impunité.

Dans un contexte de répression et de terrorisme d'État, à travers tout le pays s'est construit un processus de délibérations inédit à travers la participation à des formes différentes de réunions, locales, *Cabildos*, d'Assemblées territoriales, et de *trawün* (assemblée dans la langue des *Mapuches*), qui construisent démocratiquement nos propositions des nécessaires transformations pour une nouvelle société.

Pour toutes ces raisons, nous lançons un appel à maintenir la mobilisation pour une véritable **Assemblée Constituante plurinationale et paritaire**, et pour un calendrier immédiat de restitution des droits sociaux et contre la précarisation de la vie et de la crise socio-environnementale. De plus en même temps nous appelons à freiner l'agenda législatif néo-libéral de *l'Exécutif*, qui doit retirer des projets comme par exemple celui du TPP11 (*l'Accord de partenariat trans-Pacifique*), la Loi d'Intégration sociale et la loi du Local berceau universelle (1). C'est pour tout cela que dans les prochains jours nous lancerons un appel adressé à la population et aux organisations sociales pour une nouvelle grève générale et une journée de protestations. De la même manière, nous présenterons une proposition d'Assemblée constituante plurinationale ainsi qu'un programme de transformations élaboré par les mouvements sociaux..

(1) Cette loi, très probablement, ferait disparaître les congés maternité, puisque les femmes pourraient trouver, peut-être sur leur lieu de travail ?, un local pour y déposer leur bébé le matin ; et tout cela sous l'égide du ministère de la Femme, pour des opportunités de travail pour les femmes et pour l'égalité hommes-femmes! (NDT).